

USDR02 - Le statut juridique et fiscal de l'entreprise

🌟 Valide le 25-05-2019

Code : USDR02

Présentation

Prérequis

Collaborateurs des services juridiques, financiers et commerciaux des entreprises.

Collaborateurs des gestionnaires de patrimoine professionnel.

Dirigeants et futurs dirigeants d'entreprise, chefs d'entreprise.

Elèves inscrits au certificat de compétence Développeur conseil en optimisation de la rémunération du dirigeant.

Conditions d'accès : il est indispensable d'avoir le niveau de l'unité d'enseignement DRA001 " Présentation générale du droit " ou de l'unité d'enseignement DRA002

" Initiation aux techniques juridiques fondamentales " ou posséder de bonnes connaissances de base en droit.

4 crédits

Responsabilité nationale :

EPN14 - Droit et immobilier /

Maria-béatriz SALGADO

Contact national :

EPN 14 Droit et immobilier

2 rue Conté

75003 Paris

droit-affaires@cnam.fr

Objectifs pédagogiques

Identifier la bonne structure à mettre en place en fonction des objectifs définis.

Maîtriser les avantages et les inconvénients de chaque statut.

Choisir le statut permettant non seulement la meilleure optimisation fiscale, mais encore la protection la plus efficace du dirigeant et de son patrimoine.

Compétences

A l'issue de cette formation, l'élève aura acquis les connaissances juridiques nécessaires pour choisir la structure juridique la mieux adaptée à son entreprise. Il sera en mesure d'appréhender les conséquences juridiques et fiscales du choix du statut juridique et pourra ainsi proposer celui permettant d'assurer la protection du patrimoine personnel et professionnel du mandataire social. Enfin, il maîtrisera les dispositifs de subvention et d'aide à la création d'entreprise.

Programme

Contenu

I.- Le statut juridique de l'entreprise :

- entrepreneur individuel : commerçant, artisan, profession libérale, auto-entrepreneur ou EIRL ;
- l'exploitation de l'activité sous forme sociale : SARL et SAS (unipersonnelle ou pluripersonnelle) ; SA (avec CA et DG ou directoire et conseil de surveillance) ;
- conséquences juridiques et fiscales du choix du statut pour l'activité et le dirigeant ;
- la responsabilité du dirigeant ;
- choix de la forme d'imposition :
IS/IR
choix définitif et révocable
conséquences

II.- Dispositifs de subvention et d'aide à la création d'entreprise :

- aides à la création :

aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ACCRE et NACRE) ,

contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE)

aide à la création d'une jeune entreprise innovante (JEI)

aides de l'Etat : exonération d'impôt (sur les bénéficiaires, impôts locaux), des cotisations sociales, dispositif NACRE, prêt à la création d'entreprise...

- crédit d'impôt :

Les différents types de crédit d'impôt (crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt frais de comptabilité, crédit d'impôt pour formation du dirigeant, crédit d'impôt pour frais de prospection commerciale, crédit d'impôt famille, crédit d'impôt intéressement, crédit d'impôt métiers d'art, crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE),

Les conditions pour en bénéficier,

Le calcul du crédit d'impôt,

La déclaration du crédit d'impôt.

Modalités de validation

- Examen final

Description des modalités de validation

Le contrôle des connaissances de cette unité spécifique est organisé dans le cadre d'un examen final d'une durée de deux heures portant sur un cas pratique.

Bibliographie

Titre	Auteur(s)
Dirigeant de société : statuts juridique, social et fiscal, Delmas.	F. François et E. de Frondeville
Répertoire droit commercial	Dalloz
Memento Social Francis Lefebvre	Editions Francis Lefebvre
Mémento Fiscal Francis Lefebvre	Editions Francis Lefebvre